



POLITIQUE – PRINCIPES RÉGISSANT L'EXERCICE DU DROIT DE VOTE DANS LES SOCIÉTÉS COTÉES EN BOURSE

TABLE DES MATIÈRES

1.	Préambule	2
2.	Objectifs.....	2
3.	Principes généraux.....	3
4.	Principes d'imputabilité.....	4
5.	Principes directeurs de vote	4
6.	Conseil d'administration	4
6.1	Indépendance des administrateurs.....	4
6.2	Comités du conseil.....	4
6.3	Processus de nomination.....	5
6.4	Vote distinct.....	5
6.5	Mandats de durée variable et échelonnement des mandats	5
6.6	Partage des fonctions du président du conseil et du chef de la direction	5
6.7	Évaluation du conseil, de ses membres et du chef de la direction	6
6.8	Vote confidentiel des actionnaires	6
6.9	Pratique du vote cumulatif	6
7.	Ratification du mandat aux vérificateurs	6
8.	Rémunération des hauts dirigeants	6
8.1	Conditions de la rémunération	6
8.2	Divulgence	7
8.3	Programmes d'options d'achat d'actions et régimes de rémunération au rendement	7
8.4	Parachutes dorés.....	8
9.	Rémunération des administrateurs	9
10.	Régimes d'achat d'actions ou de détention d'actions destinés aux employés	9
11.	Protection contre les offres publiques d'achat	9
11.1	Généralités.....	9
11.2	Dragées empoisonnées	9
11.3	Vente des éléments d'actifs les plus précieux	9
11.4	Achat par endettement.....	10
11.5	Convention de blocage des capitaux	10
11.6	Réincorporation.....	10
11.7	Prix raisonnable	10
12.	Droits des actionnaires.....	10
12.1	Actions subordonnées ou à droits de vote inégaux	10
12.2	Autorisation d'opérations par une majorité qualifiée	10
12.3	Transactions de chantage à l'OPA	11
12.4	Propositions liées (p. ex. modifications à la juste valeur et clauses de majorité qualifiée)	11
12.5	Émission d'un nombre illimité d'actions et d'actions privilégiées à caractéristiques indéterminées.....	11
13.	Distribution de dividendes	11
14.	Propositions des actionnaires	11
15.	Code de procédure pour les assemblées	11
16.	Divulgence d'activités.....	12
16.1	Responsabilité sociale	12

16.2	Politiques et autres encadrements.....	12
16.3	Protection de l'environnement – Divulgation d'activités	12
16.4	Contributions à des partis politiques – Divulgation d'activités	12
16.5	Contributions à des activités philanthropiques	12
17.	Autres	13
18.	Responsabilités	13
	ANNEXE I - DÉFINITION D'INDÉPENDANCE	14
	ANNEXE II - ACTIONS À DROITS DE VOTE INÉGAUX.....	16
	ANNEXE III - POLITIQUE SUR L'INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE	18

1. PRÉAMBULE

Afin de réaliser sa mission, la Caisse de dépôt et placement du Québec doit disposer des outils et moyens indispensables à sa tâche de gestionnaire professionnel. Une Politique relative aux principes régissant l'exercice du droit de vote constitue un instrument de communication privilégié. Elle permet de tenir compte de ses responsabilités à l'endroit des fonds gérés. Elle contribue de plus, à la valorisation du capital social des entreprises et à leur croissance durable pour le bénéfice de l'ensemble de leurs actionnaires et celui des communautés où elles œuvrent.

Depuis l'élaboration d'une première politique en 1994 et des modifications apportées à celle-ci en 1998, la position de la Caisse a évolué par rapport à certains des sujets afin de tenir compte de la position du marché ainsi que des changements importants survenus en matière de gouvernance et d'investissement socialement responsable dans le milieu de l'investissement.

Cette politique fournit à la direction et au personnel un guide dans l'exercice des droits de vote. Des positions de vote à l'égard des différentes situations spécifiques, découlant des présents principes généraux, sont également élaborées.

2. OBJECTIFS

La Caisse doit être en mesure de surveiller constamment l'évolution de ses divers investissements, en raison de son obligation de rendre compte à ses commettants et de l'importance de ses investissements ou du caractère stratégique de ceux-ci.

Comme investisseur, la Caisse a généralement un horizon de placement à moyen et à long terme. La Caisse entend donc, dans les limites des droits qui lui sont conférés, veiller et contribuer à la rentabilité des entreprises dans lesquelles elle investit. Cette contribution se veut constructive en visant, au premier chef, un objectif commun, soit le succès des entreprises et par voie de conséquence, l'optimisation du rendement financier et la sécurité des capitaux des investisseurs.

De plus, la Caisse souhaite que les entreprises dans lesquelles elle investit se comportent en bons citoyens corporatifs dans les milieux où elles évoluent, c'est-à-dire qu'elles agissent de façon responsable et participent à la vie économique et sociale de leur communauté.

3. PRINCIPES GÉNÉRAUX

- / Gestionnaire professionnel de fonds qui lui sont confiés par divers organismes québécois, la Caisse, conformément à sa mission, investit ces fonds avec soin, diligence et discernement afin de s'assurer que le patrimoine des bénéficiaires des fonds est géré avec la prudence requise et qu'il produit un rendement financier optimal.
- / En raison de l'importance de ses investissements, le succès de la Caisse est largement tributaire du rendement des entreprises dans lesquelles elle investit, par l'intermédiaire des marchés boursiers conventionnels ou au moyen de placements négociés, d'où l'intérêt et l'attention qu'elle porte aux questions de gouvernance.
- / La Caisse s'attend à ce que la direction des entreprises soit confiée à des personnes de la plus grande compétence, encadrées par un conseil formé d'administrateurs tout aussi compétents, attentifs aux intérêts de l'entreprise et des actionnaires, jouissant d'une indépendance suffisante, c'est-à-dire libres de tout lien qui risque de les empêcher de porter un jugement objectif dans leur évaluation de la direction ou des opérations et qui assument leurs responsabilités comme administrateurs.
- / La Caisse remplit ses responsabilités d'investisseur envers les entreprises dans lesquelles elle investit. Elle respecte le partage des rôles et des responsabilités dévolus aux actionnaires, au conseil d'administration et à la direction des entreprises, auxquels elle n'entend pas se substituer. À l'intérieur de ce cadre, elle cherche à appuyer les efforts des membres du conseil d'administration et de la direction qui visent à améliorer la rentabilité à moyen et à long terme.
- / La Caisse cherche à prévenir toute action ou mesure qui pourrait être préjudiciable aux intérêts de l'entreprise elle-même ou à ceux des actionnaires, c'est-à-dire toute action ou mesure susceptible de provoquer une diminution de la valeur de l'avoir des actionnaires ou une baisse des rendements financiers.
- / Le conseil d'administration s'assure que la direction de l'entreprise lui présente régulièrement sa vision de l'avenir dans le cadre d'un plan stratégique. Celui-ci découle d'une analyse rigoureuse de l'environnement dans lequel l'entreprise exerce ses activités et précise les orientations à privilégier ainsi que les objectifs à poursuivre.
- / Les conseils d'administration des entreprises doivent pouvoir compter sur des outils efficaces et appropriés qui leur permettent de pleinement assumer leurs responsabilités. Mentionnons les divers comités du conseil chargés d'examiner en détail certains aspects de l'entreprise ainsi qu'un système d'information de gestion (SIG) adéquat.
- / Enfin, la Caisse entend appuyer les efforts visant à créer un environnement réglementaire et législatif qui favorise le plein exercice de ses droits et responsabilités d'actionnaire.

4. PRINCIPES D'IMPUTABILITÉ

La Caisse adhère au partage clair des responsabilités et n'entend pas jouer le rôle dévolu aux administrateurs ou aux dirigeants des entreprises. Toutefois, la Caisse et tous les autres actionnaires ont des devoirs et des responsabilités envers les entreprises dans lesquelles ils investissent et ils doivent exercer les rôles qui leur sont dévolus et gérer leurs investissements avec soin, diligence et discernement.

À cet égard, elle engage un dialogue avec les dirigeants des entreprises afin de faire connaître ses attentes en matière de gouvernance et de responsabilité sociale des entreprises.

5. PRINCIPES DIRECTEURS DE VOTE

Les principes directeurs de vote du présent chapitre exposent les principes selon lesquels la Caisse analyse les propositions qui lui sont soumises lors des assemblées d'actionnaires des entreprises cotées en bourse.

Dans la mesure du possible et en y faisant les adaptations qui s'imposent, la Caisse applique également ces principes aux entreprises non cotées en bourse.

6. CONSEIL D'ADMINISTRATION

6.1 Indépendance des administrateurs

La Caisse requiert que le conseil de chaque entreprise soit constitué d'une majorité d'administrateurs indépendants.¹

Toutefois, dans les cas où il y a un actionnaire détenant un bloc d'actions important, comme dans le cas d'un entrepreneur-fondateur, la Caisse exigera que les membres soient en majorité indépendants à la fois de la direction de l'entreprise et de cet actionnaire.

La Caisse requiert donc que le conseil d'administration de l'entreprise divulgue ses liens avec chaque administrateur et précise ce qui crée des liens qui puissent mettre en cause l'indépendance d'un administrateur.

Cette approche permet à l'entreprise de pouvoir compter sur des candidats dont l'expérience et l'expertise sont un apport en dépit de certains liens.

6.2 Comités du conseil

La Caisse requiert que soient formés des comités de candidatures (ou gouvernance), de rémunération (ou ressources humaines) et de vérification, composés entièrement de membres indépendants.

Toutefois, dans les cas où il y a un actionnaire détenant un bloc d'actions important, comme dans le cas d'un entrepreneur-fondateur, la Caisse exigera que les comités de candidatures (ou gouvernance) et de rémunération (ou ressources humaines) soient composés

¹ Pour la définition de l'indépendance, se reporter à l'annexe 1.

exclusivement de membres indépendants de la direction de l'entreprise et majoritairement de membres indépendants de l'actionnaire détenant un bloc d'actions important.

La Caisse requiert que des chartes soient adoptées pour chacun de ces comités établissant leur mandat et leurs responsabilités.

La Caisse requiert qu'une reddition de comptes des activités de ces comités soit publiée dans le rapport annuel de l'entreprise.

6.3 Processus de nomination

Chaque entreprise devrait pouvoir disposer d'un processus d'examen des candidatures adapté à sa réalité et le faire connaître aux actionnaires.

La Caisse s'attend, entre autres, à ce que le comité de candidatures (ou gouvernance) établisse un profil des expériences et expertises souhaitées pour le conseil et adopte une procédure de sélection des candidats, prenant en compte les compétences et les aptitudes que le conseil, dans son ensemble, devrait posséder, les compétences et les aptitudes de chaque administrateur en place ainsi que de chaque nouveau candidat.

6.4 Vote distinct

La Caisse favorise le principe suivant lequel chacune des personnes mises en nomination pour le poste d'administrateur fasse l'objet d'un vote distinct. Dans le cas de l'élection de candidats soumise au scrutin par liste, la Caisse déterminera sa position en fonction des circonstances.

6.5 Mandats de durée variable et échelonnement des mandats

La Caisse appuie les résolutions qui proposent l'élection annuelle de tous les administrateurs. Dans le cas de l'élection proposée des candidats pour des mandats de durée variable, la Caisse déterminera sa position en fonction des circonstances.

6.6 Partage des fonctions du président du conseil et du chef de la direction

Bien que favorisant, d'un point de vue théorique, le partage des fonctions entre le président du conseil et le chef de la direction, la Caisse estime que chaque cas doit être examiné à son mérite, en fonction des divers contextes, notamment en raison du partage de responsabilités entre les dirigeants, de leur évaluation, des plans de succession et autres mécanismes de fonctionnement de l'entreprise, de sa taille, de même que des coûts reliés à ce partage ou d'autres circonstances pertinentes.

La Caisse estime qu'il appartient au conseil d'administration de revoir et d'évaluer régulièrement l'opportunité du recours à un ou deux postes et d'en faire rapport à l'assemblée annuelle des actionnaires, qui devraient être appelés à se prononcer sur le cumul lorsqu'il est recommandé par le conseil.

Toutefois, lorsqu'il y a cumul de fonctions, la Caisse estime nécessaire qu'un poste d'administrateur principal soit créé et occupé par un administrateur indépendant qui veillera, entre autres, au déroulement efficace des travaux du conseil.

6.7 Évaluation du conseil, de ses membres et du chef de la direction

Chaque conseil d'administration devrait être en mesure d'évaluer son travail, celui de chacun de ses comités ainsi que la contribution personnelle de chacun des administrateurs qui le composent et la contribution du chef de la direction aux résultats de l'entreprise.

Les évaluations doivent être périodiques et s'effectuer, entre autres, en fonction du mandat du conseil et de ceux de ses comités ainsi que des compétences et aptitudes démontrées par chacun des administrateurs.

6.8 Vote confidentiel des actionnaires

La Caisse favorise le respect de la volonté de chaque actionnaire à l'égard de la confidentialité de ses votes.

6.9 Pratique du vote cumulatif

La Caisse appuie généralement le principe de représentation proportionnelle à l'investissement, notamment par la pratique du vote cumulatif. Toute proposition soumise à ce sujet sera analysée au cas par cas.

7. RATIFICATION DU MANDAT AUX VÉRIFICATEURS

Sauf en des circonstances exceptionnelles, la Caisse votera généralement en faveur de la ratification du mandat des vérificateurs.

La Caisse appuie les résolutions proposant la divulgation des frais et des honoraires des vérificateurs tant pour leurs services de vérification que pour d'autres services.

8. RÉMUNÉRATION DES HAUTS DIRIGEANTS

8.1 Conditions de la rémunération

Au chapitre de la rémunération, la Caisse favorise le principe voulant que la rémunération des dirigeants d'une entreprise soit liée aux résultats de l'entreprise et aux gains qui en découlent pour les actionnaires.

Tout en gardant l'entreprise compétitive, le conseil d'administration devrait faire preuve de modération lors de la détermination de la rémunération des principaux dirigeants et être sensible aux préoccupations manifestées par la société.

La Caisse favorise également une politique de rémunération axée sur une partie variable, liée aux résultats de l'entreprise ou à l'atteinte d'objectifs.

En plus d'appliquer les principes généraux énoncés, la Caisse prendra notamment en compte les caractéristiques suivantes lors de son examen d'un régime de rémunération :

- / la déclaration explicite, par le conseil d'administration, des principes auxquels il se conforme en matière de rémunération des dirigeants, du rapport entre ces principes et

les objectifs stratégiques de l'entreprise, des objectifs de rendement et de tout changement à ces égards;

- / la description du processus suivi pour établir le programme de rémunération incitative, incluant le rôle et l'identité des conseillers externes retenus pour assister le comité;
- / la déclaration intégrale de l'ensemble des avantages y compris les indemnités de départ versées;
- / l'assujettissement du nombre d'options pouvant devenir exerçables en fonction de l'atteinte d'objectifs de performance;
- / les exigences fixées pour les dirigeants et les cadres supérieurs en matière d'actionariat.

8.2 Divuligation

Les actionnaires doivent pouvoir déterminer dans quelle mesure la rémunération de la direction est justifiée par les résultats de l'entreprise sur un horizon de temps raisonnable. Les données publiées par l'entreprise doivent donc être suffisamment complètes et transparentes pour permettre de faire cette comparaison pour un même groupe de cadres.

Les programmes de rémunération doivent également tenir compte des programmes tels que ceux de prêts à des taux d'intérêt plus favorables. Ces programmes d'endettement constituent une forme de rémunération différente qui s'intègre à la rémunération globale.

8.3 Programmes d'options d'achat d'actions et régimes de rémunération au rendement

- / **Prix** — Les options d'achat d'actions devraient être émises à au moins 100 % de la juste valeur marchande en cours et elles devraient être gagnées (« vesting ») sur une période de trois à cinq ans et comporter une échéance qui ne dépasse pas dix ans.

De même, les actions avec restrictions (« restricted shares ») ne doivent pas être émises à moins de 100 % de la juste valeur marchande en cours.

- / **Dilution** — La Caisse n'appuie généralement pas un programme d'émission d'actions qui représente plus de 5 % du total des actions en circulation et un taux d'absorption supérieur à 1 % annuellement.

Toutefois, si le plan d'options d'achat d'actions proposé comporte un ou plusieurs des critères suivants, la Caisse pourrait accepter certains programmes qui représentent jusqu'à 10 % des actions en circulation :

- / le plan est accessible à un plus grand nombre de cadres ou à tous les employés;
- / l'entreprise est dans une situation de compétition et se doit de rencontrer certaines normes de l'industrie comme dans les secteurs de la haute technologie et des mines (entre 10 % et 15 % et un taux d'absorption maximum de 2 %);
- / l'entreprise connaît une situation financière difficile;

- / l'entreprise résulte d'une fusion amalgamant des plans différents et requiert une période d'ajustement;
 - / l'entreprise a une politique de rémunération nettement inférieure au marché et privilégie ce programme comme incitatif à la performance.
- / **Modification du prix de levée des options** — La Caisse s'oppose à la réduction du prix de levée de l'option.
- / **Changement de contrôle** — La Caisse peut appuyer les programmes d'octroi d'options d'achat d'actions comportant des clauses de changement de contrôle, si ces clauses ne permettent pas aux détenteurs d'options de recevoir davantage pour leurs options que ce que les actionnaires recevront pour leurs actions. Elle s'oppose aux clauses des programmes d'options d'achat d'actions ayant trait au changement de contrôle qui sont applicables durant une OPA. Elle s'oppose également à l'octroi d'options ou de primes aux administrateurs externes « dans le cas où il y aurait changement de contrôle ».
- / **Pouvoir discrétionnaire du conseil** — La Caisse n'appuie pas les programmes incitatifs qui donnent au conseil l'entière discrétion dans l'établissement des modalités des programmes, que ce soit le prix des options, le type de véhicule utilisé, les critères d'éligibilité ou le remplacement des options. Ces programmes doivent être soumis aux actionnaires avec suffisamment de détails quant aux coûts et à leur ampleur, leur fréquence et leur calendrier d'exercice.
- / **Concentration** — La Caisse s'oppose généralement aux régimes d'options d'achat qui autorisent l'attribution de 20 % ou plus des options disponibles à un seul individu au cours d'une même année.
- / **Acquisition des options** — La Caisse s'oppose aux régimes d'options d'achat d'actions acquis à 100 % au moment de leur attribution.
- / **Mode de paiement** — La Caisse s'oppose aux prêts à taux d'intérêt faible ou nul pour acquérir des actions ou lever des options d'achat d'actions.
- / **Passer en charges les options d'achat d'actions dans les états financiers** — La Caisse appuie les résolutions requérant la passation en charges, dans les états financiers de l'entreprise, de la valeur des options d'achat d'actions octroyées au cours de l'année.

8.4 Parachutes dorés

La Caisse s'oppose aux primes de départ excessives versées à un administrateur ou à un dirigeant d'entreprise dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition qui se traduit par un changement de contrôle de l'entreprise.

La Caisse s'oppose aux primes de départ consenties à des dirigeants qui occuperont un poste au sein de la nouvelle entité.

9. RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

La Caisse est généralement favorable à la rémunération adéquate des administrateurs mais dans la mesure où elle aligne les intérêts de ceux-ci avec ceux des actionnaires.

La Caisse n'est généralement pas d'accord avec la participation des administrateurs externes à un régime d'options d'achat d'actions.

10. RÉGIMES D'ACHAT D' ACTIONS OU DE DÉTENTION D' ACTIONS DESTINÉS AUX EMPLOYÉS

La Caisse, de façon générale, appuie les régimes d'achat d'actions et les régimes de détention destinés aux employés de même que les résolutions visant à augmenter le nombre d'actions réservées aux fins d'un régime existant, compte tenu de l'alignement des intérêts des employés avec ceux des actionnaires. Elle pose toutefois les conditions suivantes à son appui :

- / Le prix d'achat est d'au moins 85 % de la juste valeur marchande;
- / La période d'offre est de 24 mois ou moins;
- / La dilution potentielle est de 10 % ou moins.

11. PROTECTION CONTRE LES OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT

11.1 Généralités

La Caisse s'oppose aux mesures défensives qui renforcent la direction plutôt qu'elles ne protègent la valeur des actions, notamment les mesures qui n'assurent pas un traitement égal aux actionnaires, qui ne sont pas dans le meilleur intérêt des actionnaires ou qui empêchent la création d'un marché aux enchères concurrentielles.

11.2 Dragées empoisonnées

La Caisse s'oppose généralement à l'adoption de dragées empoisonnées, à moins qu'elle ait pour but de donner au conseil le temps de procéder à une mise aux enchères en cas d'offre d'achat publique.

Elle favorise l'inclusion de clauses prévoyant que le seuil de déclenchement n'est pas inférieur à 20 %, que la capacité future du conseil de retirer le régime de protection n'est pas limitée et que les actionnaires ont un droit de retrait.

11.3 Vente des éléments d'actifs les plus précieux

La Caisse s'oppose aux mesures défensives comme la vente des éléments d'actifs les plus précieux, sauf s'il est évident que les intérêts des actionnaires sont favorisés.

11.4 Achat par endettement

La Caisse appuie une telle proposition d'achat s'il ressort de l'évaluation de la proposition qu'elle est conforme aux intérêts des actionnaires.

11.5 Convention de blocage des capitaux

La Caisse s'opposera aux conventions de blocage de capitaux lorsqu'elles ne favorisent pas les intérêts des actionnaires².

11.6 Réincorporation

La Caisse appuie les propositions de réincorporation qui sont basées sur des raisons financières, commerciales, économiques ou qui améliorent les pratiques de gouvernance de l'entreprise. Elle n'appuie pas les propositions de réincorporation qui font partie d'une mesure anti-prise de contrôle ou qui visent essentiellement à restreindre la responsabilité des administrateurs.

11.7 Prix raisonnable

La Caisse appuie les offres publiques d'achat qui assurent un traitement égal des actionnaires en obligeant l'acquéreur à payer un prix raisonnable à chaque actionnaire pour ses actions.

12. DROITS DES ACTIONNAIRES

12.1 Actions subordonnées ou à droits de vote inégaux

La Caisse favorise généralement l'émission d'actions comportant un droit de vote unique. Toutefois, elle constate que dans certaines circonstances une entreprise bénéficie ou est justifiée d'utiliser une structure de capital comportant des actions à droits de vote inégaux comme, par exemple, quand il est dans l'intérêt de la majorité des actionnaires que l'actionnaire détenteur d'un bloc important d'actions conserve le contrôle effectif de l'entreprise. Un encadrement adéquat des impacts d'une telle structure doit alors être instauré³.

12.2 Autorisation d'opérations par une majorité qualifiée

La Caisse s'oppose à toute proposition visant à accroître le pourcentage au-delà de 66,6 % des actions en circulation nécessaire pour approuver des actes de l'entreprise.

² Accords passés entre certains actionnaires pour offrir leurs actions à l'entreprise visée ou à un tiers qui lui est favorable. La vente se fait alors de plein gré, le vote des actionnaires n'est pas requis et il n'existe aucun recours visant à faire déterminer la juste valeur.

³ Voir à l'annexe 2 les paramètres à l'intérieur desquels la Caisse peut être favorable aux actions à droits de vote inégaux.

12.3 Transactions de chantage à l'OPA

La Caisse s'oppose aux transactions de chantage à l'OPA⁴. Elle appuie les mesures qui visent à éviter ces transactions.

12.4 Propositions liées (p. ex. modifications à la juste valeur et clauses de majorité qualifiée)

La Caisse appuie les résolutions comportant des propositions liées dans la mesure où l'intérêt des actionnaires le justifie.

La Caisse n'appuie pas les propositions liées qui ont comme objectif de rendre plus acceptable l'un ou l'autre des éléments de la proposition.

12.5 Émission d'un nombre illimité d'actions et d'actions privilégiées à caractéristiques indéterminées

La Caisse s'oppose généralement à l'émission des actions privilégiées à caractéristiques indéterminées, à moins que l'objectif de l'émission et le nombre d'actions ne soient précisés et que l'émission ne soit dans l'intérêt des actionnaires.

13. DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

La Caisse appuie le principe de distribution de dividendes par des entreprises dont la rentabilité est établie.

14. PROPOSITIONS DES ACTIONNAIRES

La Caisse appuie les mesures qui permettent aux actionnaires minoritaires de présenter certaines résolutions à l'assemblée des actionnaires (droit d'initiative). Des mesures de prévention des abus peuvent toutefois être prises.

L'examen du contenu de ces propositions est fait au cas par cas. Dans l'analyse, la Caisse tient compte de la diversité des sujets qui y sont traités et de l'évolution constante en ces matières. L'examen se fait également conformément à l'esprit des principes énoncés à la présente politique ainsi qu'à ceux de la politique sur l'investissement socialement responsable de la Caisse.

Par ailleurs, la Caisse s'oppose à de telles résolutions qui imposent des contraintes arbitraires à la direction ou au conseil d'administration.

15. CODE DE PROCÉDURE POUR LES ASSEMBLÉES

La Caisse favorise l'adoption d'un code de procédure pour les assemblées d'actionnaires qui, à la fois, respecte la démocratie d'entreprise et fournit un encadrement ordonné.

⁴ Un chantage à l'OPA force la société visée, pour éviter la prise de contrôle inamicale, à verser à même ses fonds, une prime pour racheter les actions que détient l'initiateur de l'opération.

16. DIVULGATION D'ACTIVITÉS

16.1 Responsabilité sociale

La Caisse attache une importance particulière à la responsabilité sociale d'une entreprise. Cet élément est devenu une considération incontournable dans l'analyse des investissements.

La Caisse a adopté une politique spécifique exprimant sa position sur l'investissement socialement responsable, jointe en annexe 3.

Dans cette politique, elle identifie l'exercice du droit de vote comme étant un moyen d'action privilégié pour un actionnaire à l'égard des considérations éthiques, sociales et environnementales d'une entreprise.

La Caisse prendra toujours en compte les principes énoncés dans sa politique sur l'investissement socialement responsable lorsqu'elle se prononce sur des sujets y référant. La Caisse établit toutefois quelques principes de vote à l'égard de certains sujets.

16.2 Politiques et autres encadrements

La Caisse encourage les entreprises à adopter des politiques sur sa gouvernance, les droits et conditions des travailleurs, les normes de conduite et d'éthique, l'impartition d'activités, l'environnement, les contributions politiques et tout autre élément de même nature.

La Caisse favorise également la divulgation aux actionnaires de ces politiques et de leur application. Cela ne doit toutefois pas entraîner des coûts ou des efforts déraisonnables pour les entreprises.

16.3 Protection de l'environnement – Divulgation d'activités

La Caisse appuie les propositions des actionnaires pour la divulgation des activités des entreprises dont la Caisse est actionnaire, que ce soit au niveau environnemental, humain ou social. Cela ne doit toutefois pas entraîner des coûts ou des efforts déraisonnables pour les entreprises.

16.4 Contributions à des partis politiques – Divulgation d'activités

L'exercice du droit de vote, en démocratie, appartient aux citoyens et non aux entreprises et ces dernières ne doivent pas influencer financièrement le processus démocratique. Sous réserve des lois applicables le permettant, la Caisse s'oppose donc à toute forme de contribution par les entreprises à des partis politiques ou à des mouvements similaires. Dans la mesure où, agissant à l'encontre de cette position de principe, mais en toute conformité avec la loi applicable, l'entreprise fait de telles contributions, elle doit les divulguer.

16.5 Contributions à des activités philanthropiques

La Caisse encourage l'implication sociale et économique des entreprises dans leurs milieux.

17. AUTRES

La Caisse exerce ses droits de vote en fonction des principes énoncés à la présente politique. Toutefois, elle se réserve le droit d'y déroger lorsqu'elle le juge approprié dans le cadre des décisions d'affaires qu'elle doit prendre ou dans le cas où des lois applicables le permettraient.

La Caisse examinera tout autre sujet soumis par résolution aux assemblées d'actionnaires et ce, dans l'esprit des présents principes de vote.

18. RESPONSABILITÉS

La vice-présidence principale, Politiques et conformité est responsable de l'application de la présente politique. Elle propose au Comité de gouvernance et d'éthique toute mise à jour et modification. Le Comité de gouvernance et d'éthique recommande l'approbation de la présente politique au conseil d'administration.

ANNEXE I - DÉFINITION D'INDÉPENDANCE¹

Un membre d'un conseil d'administration est indépendant lorsqu'il n'entretient pas avec l'émetteur et ses dirigeants des relations personnelles ou professionnelles susceptibles d'influencer son jugement et de mener à des décisions qui ne seraient pas dans l'intérêt de l'entreprise.

Sans limiter la portée du paragraphe précédent, un membre du conseil d'administration serait présumé ne pas être indépendant de la direction dans les situations suivantes :

- / il ou elle est ou a été au cours des 3 dernières années membre de la haute direction ou salarié de l'entreprise;
- / un membre de sa famille immédiate est ou a été au cours des 3 dernières années membre de la haute direction de l'entreprise;
- / il ou elle ou un membre de sa famille immédiate a reçu plus de 75 000 \$ par an comme rémunération directe de l'entreprise sur une période de 12 mois au cours des 3 dernières années;
- / il ou elle est employé, membre de la direction, administrateur, associé ou consultant pour une entité entretenant des liens économiques d'une valeur importante avec l'entreprise.

Par ailleurs, nonobstant les deux paragraphes précédents, une personne physique n'est pas considérée comme ayant une relation ou un intérêt au sens du premier paragraphe, uniquement pour les motifs suivants :

- / elle ou un membre de la famille immédiate de celle-ci a rempli antérieurement les fonctions de chef de la direction par intérim;
- / elle ou un membre de la famille immédiate de celle-ci remplit ou a rempli antérieurement à temps partiel les fonctions de président ou de vice-président du conseil d'administration ou d'un comité du conseil d'administration.

Pour l'application de la présente définition, l'entreprise comprend ses filiales et sa société mère.

¹ La Caisse utilise cette définition sous réserve de l'application du *Règlement 52-110 sur le comité de vérification*, adopté en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 quant aux membres des comités de vérification.

Particularités pour les entreprises où il y a un actionnaire détenant un bloc d'actions important

Dans les cas où il y a un actionnaire détenant un bloc d'actions important, la Politique précise que le conseil d'administration doit être composé d'une majorité de membres indépendants à la fois de la direction de l'entreprise et de cet actionnaire. Les membres des comités de candidatures (ou gouvernance) et de rémunération (ou ressources humaines) doivent tous être indépendants de la direction et en majorité indépendants de l'actionnaire important.

Un membre est « indépendant de l'actionnaire important » lorsqu'il ou elle n'a pas de lien personnel ou professionnel avec l'actionnaire important et ne représente pas ses intérêts au conseil.

ANNEXE II - ACTIONS À DROITS DE VOTE INÉGAUX¹

Énoncé de principe

La Caisse est d'avis que le droit de vote est un attribut important des actions ordinaires où l'actionnaire assume le risque final de la propriété de l'entreprise. Elle estime que lorsque des actions ordinaires comportent un même niveau de risque, ces actions doivent offrir les mêmes avantages et conférer les mêmes droits à leurs détenteurs. Ces principes sont fondamentaux au moins à trois égards. Ils constituent d'abord une des assises de la démocratie « corporative » en vue d'assurer aux propriétaires un droit de décision au prorata de leur participation au capital. Deuxièmement, ils assurent à ceux-ci des droits et des gains semblables en cas de décisions susceptibles d'affecter l'existence même de leur investissement et sa rentabilité, notamment en cas d'offre de prise de contrôle. Enfin, le respect de ces principes, de façon générale, est un élément majeur de la qualité des marchés de capital.

Cela dit, la Caisse constate que dans certaines situations ou même certains pays, la structure de capital comportant des actions à droits de vote inégaux est fréquemment utilisée et peut s'avérer bénéfique. Par ailleurs, on observe qu'au Canada, de nombreuses sociétés publiques utilisent cette forme d'actions faisant ainsi figure d'exception dans le marché nord-américain. La Caisse juge inapproprié, en l'occurrence, d'écarter d'emblée ce type de structure de capital-actions, risquant ainsi de priver la Caisse d'investissements qui répondent à la mission que lui a conférée le législateur. Cette structure peut être favorable, dans certaines circonstances, tant à l'entreprise qu'à l'ensemble des actionnaires qui bénéficieront des retombées positives pour l'entreprise ou de la prime de risque (ou de contrôle) associée à une telle structure de capital.

La position de la Caisse²

La Caisse favorise généralement une structure de capital conférant un droit unique de vote par action.

Elle ne s'objecte toutefois pas de façon systématique à toute structure de capital comportant des actions à droits de vote inégaux. Elle examine au cas par cas chaque situation et l'évalue en fonction du contexte particulier de la société ainsi que des bénéfices qu'elle peut en tirer. Elle prend particulièrement en compte la transparence dont font preuve ces sociétés ainsi que la divulgation d'information dans les documents remis aux actionnaires.

Les principes de régie d'entreprise en cette matière appellent donc des modulations qui visent à tenir compte de la réalité de l'entreprise et de ce qui, considérant l'ensemble de la situation, est le mieux adapté à tous les intervenants concernés. À titre d'exemple, lorsqu'un bloc important d'actions est détenu par l'entrepreneur-fondateur ou des membres de sa famille, une structure comportant des actions à droits de vote inégaux est souvent bénéfique pour l'ensemble des actionnaires compte tenu de l'alignement des intérêts engendré. Un tel actionnaire sera notamment enclin à instaurer des contrôles serrés sur les investissements en capitaux, sur la gestion des opérations et misera sur des stratégies de création de richesse à long terme.

¹ Actions à droits de vote inégaux : les actions ordinaires à droit de vote multiple ou restreint, les actions ordinaires sans droit de vote, les actions à droit de vote subordonné, les actions dites de contrôle, et généralement toutes les actions d'une compagnie où il existe diverses catégories d'actions ordinaires.

² Cette position s'inspire de la position développée par l'**Institut sur la gouvernance des organisations privées et publiques**.

Toutefois, lorsqu'elle juge de l'opportunité pour une compagnie de créer ou de conserver une structure comportant des actions à droits de vote inégaux, la Caisse s'attend à ce que certaines mesures soient prises afin d'encadrer le « contrôle » conféré et ainsi fournir aux autres actionnaires une assurance de bonne gouvernance. Les mesures dont il est question sont les suivantes :

- / Pour toute entreprise voulant créer une structure à droits de vote inégaux, à titre d'exemple dans le cadre d'un premier appel d'offre public à l'épargne, limiter les actions à droit de vote multiple à un ratio de 4:1 (détention minimale de 20 % de l'avoir des actionnaires ordinaires pour maintenir le contrôle) et éliminer les actions sans droit de vote;
- / Limiter le pouvoir d'élection des administrateurs des actionnaires de contrôle au pourcentage de leurs droits de vote, avec un maximum de 2/3 des membres du conseil (élection d'au moins le 1/3 des administrateurs par les actionnaires minoritaires dans tous les cas);
- / Dans les cas où un membre de la famille de l'actionnaire de contrôle ou un détenteur d'un bloc important d'actions se porte candidat au poste de chef de la direction, attribuer aux administrateurs indépendants la responsabilité de définir les qualités, l'expérience et les aptitudes requises pour ce poste et de discuter avec le conseil et les actionnaires de contrôle du mérite des différents candidats;
- / En l'absence de descendants de l'actionnaire de contrôle aptes à jouer un rôle important à la direction de l'entreprise ou comme membre du conseil, planifier la transition à une structure d'actions à droit de vote unique;
- / Toute offre de prise de contrôle doit être présentée selon les mêmes termes et conditions à tous les actionnaires.

Un certain type d'actions privilégiées

La Caisse adopte la même position, avec les adaptations qui s'imposent, à l'égard de la création ou du maintien de catégories d'actions pouvant, à la discrétion du conseil d'administration de l'entreprise, comporter un ou plusieurs droits de vote ou être convertibles en actions comportant un droit de vote.

ANNEXE III - POLITIQUE SUR L'INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE

Préambule

Dans l'exercice de ses activités, la Caisse de dépôt et placement du Québec (la « Caisse ») est guidée par les politiques de placement des déposants de même que par leurs préoccupations en diverses matières, notamment en ce qui a trait aux éléments de risque et à l'investissement socialement responsable.

L'investissement socialement responsable représente un changement important pour l'ensemble de la communauté financière. La Caisse reconnaît qu'il constitue un incontournable dans la poursuite d'un développement économique durable.

Dans ce cadre, la Caisse souhaite que les entreprises dans lesquelles elle investit se comportent en bons citoyens corporatifs dans les milieux où elles évoluent. La présente politique précise ses attentes dans ce sens et fournit un cadre corporatif de référence général.

La Caisse entend optimiser son influence en matière d'investissement socialement responsable. C'est pourquoi elle favorise une approche d'intervention par le biais d'une politique spécifique la guidant dans l'exercice de son droit de vote des procurations et privilégiant le dialogue avec les entreprises dans lesquelles elle investit.

La Caisse est d'avis que le comportement social d'une entreprise doit faire partie des critères de sélection sans toutefois constituer son seul fondement.

Contexte et objectifs

Dans le cadre de sa mission à l'endroit des déposants qui est celle de procurer un rendement sur leur capital et de gérer en fonction de leurs politiques de placement, la Caisse intègre les considérations reliées à l'investissement socialement responsable à sa gestion de fonds.

La présente politique vise donc à définir un cadre clair mais souple permettant à la Caisse d'apporter une contribution crédible et efficace à l'amélioration du bilan social des entreprises dans une mesure qui favorise un rendement optimal du capital des déposants et qui respecte leurs droits et leurs attentes.

Définition

Dans le but de circonscrire la notion d'investissement socialement responsable, il convient d'en dégager l'élément prépondérant pour la Caisse, soit la notion de responsabilité sociale des entreprises.

Cet élément se définit comme l'ensemble des relations que l'entreprise entretient avec toutes les parties prenantes : les clients, les employés, la communauté, les actionnaires, les gouvernements, les fournisseurs et les concurrents. Les éléments de la responsabilité sociale

incluent l'investissement dans la communauté, les relations avec les employés, la création et le maintien de l'emploi, les préoccupations environnementales et la performance financière⁸.

Principes relatifs à l'investissement socialement responsable

/ Principes généraux

- / La Caisse favorise une approche proactive et privilégie le dialogue avec les dirigeants des entreprises relativement aux enjeux de l'investissement socialement responsable;
- / La Caisse préconise une approche globale unique moyennant un cadre suffisamment souple pour convenir à l'ensemble de ses déposants dans la réalisation de la mission qui lui est conférée par sa loi constitutive;
- / La Caisse, par sa présence active en matière d'investissement socialement responsable, souhaite encourager ses pairs à contribuer à l'amélioration du bilan social des entreprises dans lesquelles ils investissent;
- / La Caisse s'attend à ce que les entreprises dans lesquelles elle investit :
 - conduisent leurs activités en respectant les droits et libertés fondamentales enchâssés dans les lois et interdisent toute discrimination;
 - respectent les droits des travailleurs, prennent les mesures nécessaires afin de leur garantir un environnement sain et sécuritaire et interdisent toute forme d'abus ou de travail forcé;
 - prennent les mesures nécessaires afin de respecter et protéger l'environnement dans lequel elles opèrent;
 - respectent les communautés locales dans lesquelles elles exercent leurs activités et favorisent leur développement.

/ Principes particuliers

- / La Caisse tient compte des politiques et principes de régie d'entreprise mis en place dans les entreprises;
- / La Caisse appuie les mesures qui permettent aux actionnaires minoritaires de présenter certaines résolutions à l'assemblée des actionnaires;
- / La Caisse adhère aux principes de l'Organisation internationale du travail;
- / La Caisse encourage la divulgation d'informations sur les pratiques des entreprises en matière environnementale;
- / La Caisse encourage la divulgation d'informations sur les pratiques des entreprises en matière de contributions politiques mais précise qu'elle favorise davantage l'abstention de telles contributions;
- / La Caisse encourage les contributions de nature philanthropique et autres implications de nature caritative et sociale par les entreprises;

⁸ Il s'agit d'une définition proposée par le Conference Board du Canada.

- / La Caisse privilégie l'exercice actif du droit de vote comme principal mode d'intervention en analysant au cas par cas les propositions d'actionnaires à caractère socialement responsable.

Application

La mise en œuvre de la présente politique se fera par les moyens d'interventions et de consultation suivants :

/ Les moyens d'interventions

- / Processus d'intégration des critères sociaux, éthiques et environnementaux à la gestion de portefeuille
 - Les gestionnaires doivent prendre en compte les critères sociaux, éthiques et environnementaux dans leur analyse préliminaire du risque inhérent à chaque investissement;
 - Les gestionnaires sont responsables de l'obtention des politiques, rapports, bilans et/ou études sociales, éthiques et/ou environnementales auprès des entreprises dans lesquelles ils investissent;
 - Les gestionnaires doivent sensibiliser les entreprises à l'importance accordée par la Caisse à ces rapports, bilans et/ou études;
 - Les gestionnaires sont tenus de sensibiliser les entreprises quant à l'élaboration et l'adoption de politiques et pratiques visant les différents enjeux de la responsabilité sociale des entreprises;
 - Les gestionnaires suivront une formation annuelle sur l'investissement socialement responsable.
- / Dialogue et collaboration avec les dirigeants des entreprises relativement aux enjeux de l'investissement socialement responsable
 - Des échanges réguliers de correspondance s'établiront entre les gestionnaires et les dirigeants des entreprises à l'égard de l'investissement socialement responsable et si nécessaire, des rencontres pourront se tenir;
 - Des propositions occasionnelles à l'assemblée des actionnaires pourront être initiées par la Caisse;
 - Un investissement dans un titre pourra être retiré dans l'hypothèse où le dialogue entamé avec l'entreprise concernée devient stérile et que le comportement social de l'entreprise n'est pas adéquat.
- / Exercice du droit de vote des procurations conformément aux principes élaborés sur l'investissement socialement responsable
 - Les différentes propositions d'actionnaires soumises aux assemblées sont analysées, des recommandations appropriées sont émises et le droit de vote est exercé à la lumière des principes élaborés sur l'investissement socialement responsable;
 - Un comité interne de régie d'entreprise formé de membres de la direction est consulté lorsque nécessaire, notamment lorsque des propositions d'actionnaires portent sur des sujets controversés;

- Le comité interne de régie d'entreprise, s'il le juge à propos, peut soumettre des questions spécifiques aux différents intervenants susceptibles d'émettre des positions afin d'harmoniser les décisions.

/ Les moyens de consultation

/ Mécanismes de consultation auprès des déposants

- Les déposants, par l'entremise de leurs représentants, sont annuellement invités à soulever leurs préoccupations, exposer leurs vues et soumettre à la direction des suggestions relativement à la politique actuelle;
- Les déposants, par l'entremise de leurs représentants, sont annuellement invités à soumettre leurs commentaires sur les principes de la politique à la lumière des positions prises par la Caisse durant l'année en cours;
- Les déposants, par l'entremise de leurs représentants, sont annuellement invités à soumettre leurs préoccupations et suggestions dans le cadre de la revue des principes de vote;
- Les déposants, par l'entremise de leurs représentants, peuvent soumettre leurs opinions relativement aux propositions d'actionnaires à caractère social identifiées pour l'année à venir;
- Les déposants peuvent également, par l'entremise de leurs représentants, communiquer à la direction de la Caisse tout commentaire ou préoccupation sur des sujets particuliers concernant l'exercice par la Caisse du droit de vote. La direction de la Caisse informera le Comité des ressources humaines, d'éthique et de régie d'entreprise, pour recommandation du comité au conseil d'administration le cas échéant.

/ Mise à jour

- Les pratiques des investisseurs institutionnels sont revues annuellement;
- L'ensemble des propositions d'actionnaires et des positions adoptées durant l'année est examiné annuellement;
- Un suivi des tendances du marché et de toute modification légale et réglementaire est effectué régulièrement;
- L'ensemble des propositions d'actionnaires et sujets à traiter pour l'année à venir est examiné annuellement;
- La politique et les principes de vote en découlant sont revus annuellement.

/ Reddition de comptes

- Un rapport statistique est soumis périodiquement aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux déposants afin de les informer des positions prises lors des assemblées des entreprises dans lesquelles la Caisse détient des droits de vote;
- Une présentation annuelle des propositions d'actionnaires est faite aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux déposants afin de les informer des sujets à traiter pour l'année à venir aux prochaines assemblées des entreprises dans lesquelles la Caisse détient des droits de vote;

- Une reddition de comptes annuelle portant sur les activités reliées à l'investissement socialement responsable est intégrée au rapport annuel.

Rôle des intervenants à la Caisse

/ Conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration de la Caisse ont pour rôle d'approuver la politique en matière d'investissement socialement responsable. Ils doivent définir et convenir des orientations générales de cette politique ainsi que les principes de vote des procurations qui en découlent.

Ils pourront, de façon ponctuelle, se prononcer à l'égard de certaines questions spécifiques.

Ils devront prendre en compte les intérêts et volontés manifestées par les déposants lors des révisions de la politique.

Le Comité de gouvernance et d'éthique est chargé de la conduite des travaux en matière d'investissement socialement responsable menant aux décisions des membres du conseil.

/ Les déposants

Les déposants collaborent activement à la réflexion opérée par la Caisse sur les questions d'investissement socialement responsable. Afin de créer la synergie recherchée, nécessaire à l'influence que souhaite exercer la Caisse et menant ultimement à une juste conciliation entre l'éthique et la rentabilité, les déposants doivent exposer leurs vues sur les questions d'investissement socialement responsable et dégager les propositions qu'ils souhaitent formuler à la direction de la Caisse et aux membres du conseil d'administration.

La direction de la Caisse tiendra informés les déposants sur les développements en matière d'investissement socialement responsable et qu'un mécanisme de consultation formel auprès de ceux-ci soit élaboré afin de prendre le pouls de leurs attentes, de leurs positions et de leurs préoccupations.

/ La direction de la Caisse

Le Président et chef de la direction de la Caisse a pour rôle de s'assurer que tous les mécanismes nécessaires à l'implantation des décisions qui sont prises par les membres du conseil d'administration de la Caisse ont été mis en place et de s'assurer de leur efficacité.

Il doit s'assurer que la collaboration avec les déposants a été établie et que leurs besoins sont bien communiqués et compris.

Le Président et chef de la direction voit à ce que soient intégrés à la gestion de portefeuille les principes retenus par les membres du conseil d'administration en matière d'investissement socialement responsable, à ce que les suivis du comportement social des entreprises soient dûment et sérieusement effectués, à ce que les informations soient d'un haut niveau de qualité et maintenues à jour.

Il doit s'assurer que le processus d'exercice du droit de vote est suivi conformément à la politique et que les questions plus complexes sont soulevées afin qu'une position précise soit prise à la lumière des orientations données par les membres du conseil d'administration.

/ Les gestionnaires de portefeuille

Les gestionnaires de portefeuilles de la Caisse doivent intégrer de façon systématique mais souple les principes énoncés dans la politique sur l'investissement socialement responsable. Le bilan social des entreprises doit faire partie des considérations dans les décisions d'investissement.

Ils doivent s'informer sur le comportement social des entreprises, sur leurs pratiques en matière environnementale, de relations de travail, d'implication et d'intégration dans les communautés locales dans lesquelles elles exercent leurs activités ainsi que sur les politiques adoptées par les entreprises.

Les gestionnaires de portefeuilles doivent faire une analyse sérieuse soutenue par des recherches approfondies sur des questions soumises aux assemblées d'actionnaires et faire les recommandations nécessaires.

Ils sont responsables d'établir la collaboration avec les dirigeants des entreprises en matière de responsabilité sociale et veillent à ce que les exigences de la Caisse à cet égard soient bien communiquées et comprises. Ils assurent le suivi des demandes faites par la Caisse en vue de l'amélioration du comportement social et fournissent un appui aux entreprises à cet égard.